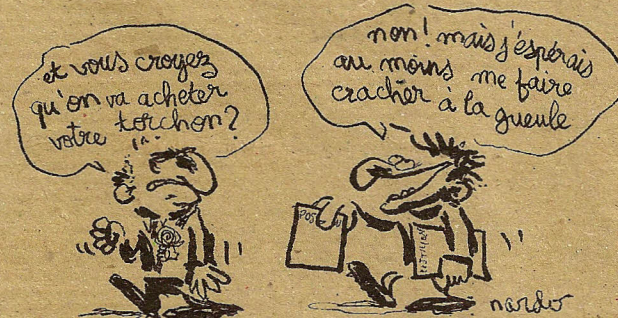


LE POSTILLON

Couvrir de gaires ceux qui veulent se couvrir de gloire



Cessez immédiatement d'acheter ce journal : vous risqueriez d'être bientôt accusé de collaboration. Un conseiller municipal de Grenoble nous a accusé devant plusieurs dizaines de personnes d'être « un média d'extrême droite ». Par cette sortie tout en finesse lors d'un séminaire d'élus sur le plateau « résistant » du Vercors le 18 avril dernier, l'élus EELV Pierre Meriaux voulait dénoncer notre dernier numéro, très critique envers une de ses collègues, l'adjointe à la culture Corinne Bernard. Ayant eu vent de ce jugement, on a contacté l'édile pour qu'il le développe : « Sans doute nous manque-t-il un peu de culture politique et historique, mais nous ne voyons pas en quoi nos seize pages bimestrielles pourraient être rattachées à cette famille politique », lui avons-nous notamment écrit. Malheureusement, l'antifasciste Meriaux n'a pas daigné nous répondre : faut-il voir dans cet acte rebelle un geste de résistance à la « peste brune » ? No Postillonaran !

On le sait : la « *reductio ad hitlerium* » — soit le fait de traiter de fasciste/nazi/d'extrême-droite/réactionnaire/conservateur toute personne avec laquelle on est en désaccord — est un sport très à la mode de nos jours, et notamment dans les milieux « de gauche ». Il y a déjà trois ans, la mandarine locale Fioraso geignait que nos méthodes lui rappelaient « des périodes troubles de notre histoire ». Ce procédé rhétorique présente plusieurs avantages, et notamment celui d'être « éco-responsable » : il utilise très peu d'énergie intellectuelle. On comprend donc qu'il soit utilisé par l'écologiste Meriaux, qui préfère certainement économiser ses dernières ressources de matière grise.

Là où ça devient cocasse, c'est que nous sommes régulièrement accusé par l'UMP locale — qui, elle, pratique sur son blog la « *reductio ad stalinium* » — d'être « d'extrême gauche ». On vous laissera donc choisir entre ces différentes qualifications, sachant qu'on ne s'est jamais réclamé d'aucune chapelle. Pire : on se contrefout de ces catégorisations politiques qui pourrissent le débat — et tant pis pour ceux qui nous pressent lors de ventes à la criée de déclarer notre bord politique. On ne veut pas rentrer dans une case, simplement penser librement.

Même les nantis socialistes s'imposent l'austérité !

Il paraît que la socialiste Amélie Girerd n'a pas aimé notre article du n°31 où l'on soulignait qu'elle cumulait « pas moins de quatre fonctions importantes : conseillère départementale, maire de Renage, conseillère communautaire de la communauté de communes de Bièvre-est, et chef adjointe de cabinet du sous-ministre André Vallini », palpant ainsi au moins 10 500 euros brut. Dans le même temps, beaucoup de socialistes sont depuis les dernières élections à la recherche d'un poste, et aimeraient que les cumulards comme Girerd partagent le gâteau. Amandine, une militante socialiste, nous assure que

« quand elle est interpellée sur ce sujet, Amélie Girerd explique que *Le Postillon* est un journal d'extrême-droite ». Technique de la *reductio ad hitlerium* très pratique, car elle permet de ne pas trop dépenser d'énergie intellectuelle et d'éviter de répondre sur le fond (voir *Le Postillon* n°31). Et pourtant, ça a l'air de l'avoir fait réfléchir cet article, Amélie Girerd. Ainsi *Le Daubé* (27/01/2016), nous apprend que le conseil municipal de Renage vient de décider de baisser les indemnités des élus de 5 %. La jeune maire ne touchera donc plus qu'environ 1 550 euros et non plus 1 634 euros pour ce poste, qui est celui qui lui rapporte le moins d'argent. Au final, le total de ses indemnités devrait s'élever aux alentours de 10 420 euros brut mensuels au lieu des 10 500. Va-t-elle réussir à boucler ses fins de mois ?